



Procédure civile

■ 5^e édition 2017

■ **Serge Guinchard**

Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

■ **Frédérique Ferrand**

Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3

■ **Cécile Chainais**

Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

Membre de l'Institut universitaire de France

DALLOZ

Table des matières



Avertissement	VII
Principales abréviations	IX
Plan général de l'ouvrage	X
chapitre 1	
Introduction	1
section 1	
Qui est-elle ? Les finalités de la procédure civile	3
§ 1 L'utilité de la procédure civile	3
§ 2 Les caractères de la procédure civile	5
section 2	
D'où vient-elle ? Les sources de la procédure civile	6
§ 1 Les sources issues du droit fondamental	6
A. Les sources internationales issues du droit fondamental	6
1. Les sources internationales mondiales	6
2. Les sources internationales régionales	7
a. La Convention européenne des droits de l'homme	7
b. Le droit de l'Union européenne	8
B. Les sources nationales issues du droit fondamental	9
1. Les sources nationales constitutionnelles	9
a. Existence d'une constitutionnalisation de la procédure civile	9
b. Contenu de la constitutionnalisation de la procédure civile	10
2. Les principes généraux du droit	11
§ 2 Les sources d'application du droit fondamental	12
A. Les données historiques	12
B. Les données contemporaines	13

section **3**

Où va-t-elle ? L'avenir de la procédure civile 14

§ 1 Entre deux logiques 14

A. Une logique de gestion des flux 14

B. Une logique de protection des droits fondamentaux 15

§ 2 Vers une démocratie procédurale ? 16

Compléments pédagogiques 17

chapitre **2**

La théorie générale de l'action en justice : l'unité de l'action 35

section **1**

La reconnaissance du droit d'agir en justice 37

§ 1 Un droit fondamental 37

A. Fondements philosophiques 37

B. Fondements juridiques 38

1. Dans les sources internationales 38

2. Dans les sources européennes 38

3. En droit français 39

§ 2 Un droit relatif 40

A. En droit européen 40

B. En droit interne 41

section **2**

L'encadrement du droit d'agir en justice 42

§ 1 Les conditions subjectives du droit d'agir en justice 42

A. L'intérêt à agir 43

1. La définition de l'intérêt à agir 43

2. Les caractères de l'intérêt à agir 43

a. Un intérêt positif et concret 43

b. Un intérêt direct et personnel 43

c. Un intérêt né et actuel	44
1. Principe	44
2. Exceptions	45
3. Un intérêt légitime	46
a. Une exigence traditionnelle	46
b. Critique	46
B. La qualité à agir	46
1. La qualité, résultant de l'intérêt personnel à agir	47
2. Les actions attitrées (la restriction du droit d'agir)	47
3. Les actions en défense d'un intérêt déterminé (C. pr. civ., art. 31 in fine) : l'extension du droit d'agir	47
a. La qualité à agir en défense de l'intérêt général	48
1. Qualité du ministère public à agir en défense de l'intérêt général	48
2. Qualité attribuée à une autorité ou à une organisation professionnelle pour défendre l'intérêt général en matière économique	48
3. Qualité attribuée à un particulier pour agir en défense de l'intérêt de la commune	49
b. La qualité d'un groupement à agir en défense d'une somme d'intérêts individuels autres que le sien propre	49
1. La qualité d'un syndicat professionnel	49
2. La qualité d'une association à agir en défense d'autres intérêts que son intérêt personnel	50
c. La qualité à agir pour la défense d'un intérêt collectif	53
1. La qualité reconnue aux syndicats pour agir en défense de l'intérêt collectif de la profession	53
2. La qualité discutée des associations pour agir en défense d'un intérêt collectif	53
§ 2 Les conditions objectives du droit d'agir en justice	56
A. La cohérence de l'action	56
B. Le temps de l'action	57
1. Les différents délais d'action	57
a. Les délais extinctifs de la prescription	57
b. Les délais de forclusion (ou délais préfix pour agir)	57
2. Le régime des délais pour agir	58
a. Des différences persistantes	58
b. Vers un alignement des régimes	58
C. Les pouvoirs de la juridiction saisie	58

Compléments pédagogiques	60
chapitre 3	
La théorie générale de l'action en justice : la diversité de l'action	73
section 1	
La diversité procédurale de l'action en justice : demandes et défenses	75
§ 1 Les demandes	75
A. La notion de demande en justice	75
1. Action et demande en justice	75
2. Diversité des demandes en justice	76
a. La demande initiale	76
b. Les demandes incidentes	76
1. Notion de « demandes incidentes »	76
2. Régime des demandes incidentes	77
B. Les effets juridiques de la demande en justice	77
1. La naissance du lien d'instance	77
2. L'interruption de la prescription et de la forclusion	78
3. La mise en demeure	79
4. La détermination du moment de l'appréciation de certains éléments par le juge	79
§ 2 Les défenses	79
A. La défense au fond	79
1. La notion de défense au fond	79
2. Le régime de la défense au fond	79
B. L'exception de procédure	80
1. La notion d'exception de procédure	80
2. Le régime des exceptions de procédure	81
a. Double exigence	81
b. Tempéraments	81
C. La fin de non-recevoir	82
1. Nature de la fin de non-recevoir	82
a. Définition	82
b. Caractère non limitatif des fins de non-recevoir énumérées à l'article 122	83

2. Le régime des fins de non-recevoir	84
section 2	
La diversité substantielle de l'action en justice : les classifications de l'action en justice	85
§ 1 Classification selon la nature du droit substantiel	85
A. La distinction entre action personnelle et action réelle	86
1. Critère de la distinction	86
2. Enjeu de la distinction	86
B. L'action mixte	86
1. Une action portant sur des droits litigieux de nature différente	87
2. Intérêt de la notion : l'assouplissement des règles de compétence	87
§ 2 Classifications selon l'objet du droit substantiel	87
A. La distinction première entre actions mobilières et actions immobilières	88
1. Critère de la distinction	88
2. Enjeu de la distinction	88
B. La distinction seconde entre actions possessoires et pétitoires	88
Compléments pédagogiques	89
chapitre 4	
La théorie de la juridiction (I) : l'acte juridictionnel	107
section 1	
L'unité théorique de l'acte juridictionnel	109
§ 1 La notion d'« acte juridictionnel »	110
A. Définition positive de l'acte juridictionnel	110
B. Définition négative : les fonctions non juridictionnelles du juge	110
1. Administrer : les mesures d'administration judiciaire	111
2. Constater sans contrôler : certains actes tendant à la solution d'un litige	111
§ 2 Le régime de l'acte juridictionnel	112
A. L'efficacité du jugement	112
1. À l'égard des parties	112
a. L'efficacité substantielle du jugement	112

b. L'efficacité procédurale du jugement	113
2. À l'égard des tiers	113
a. Absence d'effet direct du jugement sur les tiers	113
b. Opposabilité de la chose jugée	113
B. L'autorité de la chose jugée	113
1. Les fondements de l'autorité de la chose jugée	114
a. Une présomption de vérité	114
b. Une institution de paix sociale	114
2. La dimension négative de l'autorité de la chose jugée	114
a. La délimitation substantielle de l'autorité négative de la chose jugée	115
b. La délimitation formelle de l'autorité de chose jugée	119
1. Les fluctuations de la jurisprudence	119
2. Le retour à l'orthodoxie formelle : l'attachement de l'autorité de chose jugée au seul dispositif explicite	120
3. La dimension positive de l'autorité de la chose jugée	120
d. La dimension progressive de l'autorité de la chose jugée	121
C. Le dessaisissement du juge	121
1. Le principe du dessaisissement	122
2. Les aménagements du principe	122
a. La rétractation	122
b. L'interprétation	122
c. La rectification	122
1. En cas d'erreur ou omission matérielle	123
2. En cas d'omission de statuer	123

section **2**

La diversité pratique de l'acte juridictionnel	123
§ 1 La distinction entre matière contentieuse et matière gracieuse	124
A. Les actes juridictionnels en matière contentieuse	124
B. Les actes juridictionnels en matière gracieuse	124
1. La juridiction en matière gracieuse	124
2. Les critères de la matière gracieuse	125
a. L'absence de litige	125
b. Un acte juridique nécessitant le contrôle d'un juge	125
§ 2 Les enjeux de la distinction : spécificités de la matière gracieuse	126

A. La spécificité contingente de la décision gracieuse	127
1. La décision gracieuse selon le Code : un acte juridictionnel	127
a. La lettre du Code : l'ouverture de la voie d'appel contre les décisions gracieuses	127
b. L'esprit du Code : l'autorité de chose jugée et le dessaisissement du juge	127
2. La décision gracieuse selon la jurisprudence : un acte spécifique	127
B. La spécificité nécessaire de la procédure gracieuse	128
1. L'allègement du formalisme de l'introduction de la demande	128
2. Les aménagements du principe de la contradiction	128
3. Les aménagements du principe dispositif	129
4. L'éviction de la publicité	129
 Compléments pédagogiques	 131
 c h a p i t r e 5	
 La théorie de la juridiction (II) : la juridiction provisoire	 143
 s e c t i o n 1	
Juridiction provisoire et juridiction définitive	145
§ 1 La protection juridictionnelle provisoire, devoir de l'État de droit	145
§ 2 La classification des jugements	146
 s e c t i o n 2	
Les juridictions du provisoire	148
§ 1 La compétence des juridictions du provisoire	148
A. La détermination du juge compétent à l'intérieur du tribunal	148
1. Une compétence présidentielle	148
a. Principe d'une compétence présidentielle	148
b. Exceptions	149
2. Un juge unique	149
B. La détermination du tribunal dont doit émaner le juge compétent	149
1. L'application des règles générales	149
2. Les particularités	150

§ 2	La dualité des procédures provisoires	150
A.	La procédure en référé	150
1.	Les caractères de la procédure	150
a.	Une procédure orale	151
b.	La dispense de représentation	151
2.	Une instance accélérée	151
a.	L'engagement de l'instance en référé	151
b.	Le déroulement de l'instance	152
B.	La procédure sur requête	153
1.	L'éviction temporaire de la contradiction	153
a.	La contradiction évincée	153
b.	La contradiction rétablie	153
c.	Éviction du contradictoire et matière contentieuse	155
2.	La simplification de la procédure	155
a.	Le maintien du formalisme pour la requête initiale	155
b.	L'allègement des contraintes procédurales	156
C.	Conclusion : indépendance des procédures provisoires à l'égard de la procédure au fond	156
§ 3	Les cas d'ouverture des procédures provisoires	157
A.	Les cas d'ouverture communs aux procédures en référé et sur requête	158
1.	L'urgence	158
a.	L'urgence, condition traditionnelle	158
1.	Le référé d'urgence de l'article 808 du Code de procédure civile	158
2.	Les mesures urgentes sur requête des articles 812 et 813 du Code de procédure civile	159
b.	Le contrôle de l'urgence	159
2.	Le motif légitime de recueillir avant tout procès des mesures d'instruction in futurum	159
B.	Les cas d'ouverture propres à chacune des deux procédures	160
1.	Les cas d'ouverture propres aux procédures de référé	160
a.	Le dommage imminent ou le trouble manifestement illicite	161
b.	L'existence d'une obligation non sérieusement contestable	162
2.	Les cas d'ouverture propres à la procédure sur requête	162

section **3**

L'acte juridictionnel provisoire	163
---	------------

§ 1 Le caractère immédiatement exécutoire de l'acte juridictionnel provisoire	163
A. Les décisions provisoires exécutoires de plein droit à titre provisoire	163
B. Les décisions provisoires exécutoires sur minute	164
§ 2 L'autorité de l'acte juridictionnel provisoire	164
A. Une décision provisoire	164
1. L'absence d'autorité de la chose jugée au principal	165
2. L'absence de dessaisissement de plein droit du juge du provisoire	165
B. L'autorité de la chose jugée au provisoire	166
 Compléments pédagogiques	 168
 c h a p i t r e 6	
 La détermination des règles de compétence	 177
 s e c t i o n 1	
 Règles générales de compétence	 181
§ 1 L'évaluation du litige	181
A. Règles générales	181
B. Conséquences du caractère indéterminé de la demande	181
C. Évaluation en cas de pluralité de demandes	182
1. Pluralité de demandes initiales	182
2. Pluralité par adjonction de demandes incidentes	182
§ 2 Compétence territoriale	182
A. Le principe	183
B. Les exceptions	183
 s e c t i o n 2	
 Compétence des tribunaux de grande instance	 184
§ 1 Compétence d'attribution	184
A. Principes de la compétence générale du TGI	184
1. Le TGI, juge de droit commun de la matière civile	184
2. Le TGI, juge de droit commun de la matière personnelle ou mobilière	185

B. Compétences exclusives du TGI	186
1. Principaux cas de compétence exclusive	186
a. Le droit des personnes	186
b. La matière immobilière	186
c. Les droits de propriété intellectuelle	187
d. Actions concernant les officiers publics et ministériels, les auxiliaires de justice et les officiers d'état civil	187
e. En matière de preuve	188
f. En matière de baux commerciaux ou professionnels et de conventions d'occupation précaire	188
g. Procédures du mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde, de redressement et de liquidation judiciaires	188
h. Enregistrement et contributions indirectes	188
i. Autres cas de compétence exclusive	188
j. La future compétence exclusive de TGI spécialisés en matière « sociale »	189
2. Conséquences du caractère exclusif de la compétence	189
C. Compétence du TGI à juge unique	190
1. Le TGI, juge unique institutionnel	190
2. Les juges uniques ad hoc	190
D. Compétence de la CIVI, juridiction autonome au sein du TGI	192
E. Compétence résiduelle du TGI comme juridiction du second degré	192
§ 2 Compétence territoriale	192
§ 3 Attributions du président du TGI	193
A. La juridiction contentieuse et définitive du président du TGI	194
B. Le président du TGI, juge de l'exécution	194
C. Le président du TGI, juge des injonctions de payer	195

section 3

Compétence des tribunaux d'instance	196
§ 1 Compétence générale	196
§ 2 Compétences spéciales	197
A. Compétence spéciale, toujours en premier et dernier ressort	197
B. Compétence spéciale en dernier ressort jusqu'à 4 000 euros, à charge d'appel au-dessus ou lorsque la demande est indéterminée	198
C. Compétence spéciale sans limitation, mais à charge d'appel	199

D. Compétence en matière d'injonction de payer et de faire	199
§ 3 Attributions propres au juge d'instance	200
A. Le juge d'instance, juge des tutelles des majeurs protégés	200
B. Le juge d'instance, juge de l'exécution	200
C. Le juge d'instance, juge du recours en matière de surendettement	200
§ 4 Compétence territoriale	201
section 4	
Compétence des cours d'appel	201
§ 1 Compétence d'attribution	201
§ 2 Compétence territoriale	202
Compléments pédagogiques	204
chapitre 7	
L'extension et les sanctions des règles de compétence	213
section 1	
Les extensions de compétence	215
§ 1 La prorogation conventionnelle de compétence	216
A. La compétence d'attribution	216
1. L'interdiction absolue de déroger aux règles relatives à l'ordre des juridictions	216
2. L'interdiction quasi absolue de déroger aux règles relatives au degré des juridictions	216
3. L'interdiction absolue ou relative de déroger aux règles relatives à la nature des juridictions	217
a. Pour le tribunal de grande instance	217
b. Pour le tribunal d'instance	217
c. Pour le tribunal de commerce	218
d. Pour le conseil de prud'hommes, le tribunal des affaires de sécurité sociale et le tribunal paritaire des baux ruraux	218
B. La compétence territoriale	218
§ 2 La prorogation légale de compétence	218

A. Les moyens de défense	219
1. Le principe d'une prorogation légale de compétence	219
2. Le respect de la compétence exclusive d'une autre juridiction	219
a. La question préjudicielle générale en cas de compétence d'un autre ordre de juridiction	219
b. La question préjudicielle spéciale en cas de compétence exclusive d'une juridiction du même ordre	220
B. Les demandes incidentes	221
1. Pour le tribunal de grande instance	221
2. Pour les juridictions d'exception	221
C. Les incidents d'instance	221
D. Les frais, émoluments et débours afférents à une instance	222
s e c t i o n 2	
Les sanctions des règles de compétence	222
§ 1 Le règlement des questions d'incompétence	223
A. Les techniques de vérification de la compétence	224
1. Première technique : le déclinatoire de compétence	225
2. Seconde technique : l'incompétence relevée d'office par le juge	225
a. Vérification d'office de la compétence d'attribution	225
b. Vérification d'office de la compétence territoriale	225
B. Le rôle et les pouvoirs de la juridiction du premier degré	226
1. Première hypothèse : la juridiction saisie se déclare incompétente	226
2. Seconde hypothèse : le tribunal saisi s'estime compétent	226
C. L'appel du jugement statuant exclusivement sur la compétence	227
D. L'appel du jugement statuant sur la compétence et sur le fond du litige	228
1. Le premier juge s'est déclaré compétent et a rendu un jugement sur le fond en premier et dernier ressort	228
2. Le premier juge s'est déclaré compétent et a rendu un jugement sur le fond en premier ressort seulement	228
E. Le pourvoi en cassation	229
§ 2 L'exception de litispendance	229
§ 3 L'exception de connexité	230
Compléments pédagogiques	232

Le lien d'instance 241

section 1

La notion d'« instance » 243

§ 1 La nature juridique du lien d'instance 244

- A. Un lien formel 244
- B. Un lien d'origine légale 244
- C. Un lien sans effet novatoire 245

§ 2 Le caractère évolutif du lien d'instance 245

- A. Le commencement de l'instance 246
- B. La fin de l'instance 247
 - 1. L'extinction de l'instance 247
 - 2. La poursuite d'une instance 248
 - 3. Instances distinctes les unes des autres 248

section 2

Les éléments subjectifs du lien d'instance 249

§ 1 La capacité d'ester en justice 250

- A. La capacité de jouissance 251
- B. La capacité d'exercice 251
- C. La sanction du défaut de capacité 252

§ 2 Le pouvoir d'agir en justice 252

- A. La représentation à l'action 252
 - 1. Les faits générateurs de la représentation à l'action 253
 - 2. La règle « nul ne plaide par procureur » 254
- B. L'assistance et la représentation à l'instance 254
 - 1. L'assistance à l'instance 254
 - 2. La représentation à l'instance 255

section 3

Les éléments objectifs du lien d'instance 256

§ 1 L'objet de la demande 257

§ 2 La cause de la demande	258
A. Les notions de « cause » et de « qualification »	258
B. Les notions de « cause » et de « moyens »	259
Compléments pédagogiques	260
chapitre 9	
Le formalisme de l'instance	271
section 1	
La forme des actes de procédure	273
§ 1 La rédaction des actes de procédure	274
A. La rédaction des actes d'huissier de justice	274
1. Les modalités des actes des huissiers de justice	274
2. Les mentions des actes des huissiers de justice	275
B. La rédaction des actes d'avocat à avocat	275
§ 2 La notification des actes de procédure	276
A. Les dispositions communes à toutes les notifications	276
1. La communication peut avoir lieu par voie électronique	276
2. Le cas de la partie représentée en justice	281
3. Le lieu de la notification	281
B. Le problème du choix, en législation, d'un mode de notification	281
C. La signification papier et électronique	282
1. Le destinataire et les modes de signification papier	282
a. Les modalités de signification papier des actes de procédure	282
1. Destinataire domicilié en France métropolitaine ou dans un département d'Outre-Mer	283
2. Destinataire demeurant dans certaines collectivités d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie	285
b. Mentions devant figurer sur l'original papier de l'acte signifié	285
2. Le jour et l'heure de la signification papier	285
3. Les modalités propres à la signification électronique	286
D. La notification des actes en la forme ordinaire	287

1. Modalités de notification en la forme ordinaire et personnes habilitées à la recevoir	287
2. Mentions de la notification en la forme ordinaire	288
3. Époque de la notification en la forme ordinaire	288
E. Les régimes particuliers de notification	288
§ 3 Les sanctions des irrégularités des actes de procédure	289
A. Le domaine des nullités des actes de procédure	290
1. Les dispositions communes à toutes les causes de nullité	290
a. Les exceptions de nullité ne concernent que les conditions de forme et de fond des actes de procédure	290
b. La distinction concerne tous les actes de procédure	290
2. Nullité, inexistance et fin de non-recevoir	290
3. Les causes de nullité pour vice de forme	291
4. Les causes de nullité pour vice de fond	292
B. Le régime juridique des nullités des actes de procédure	294
1. Les conditions de la nullité	294
a. La question du grief	294
b. L'absence de régularisation	294
2. La procédure de l'exception de nullité	294
3. Les effets de la nullité prononcée	295
section 2	
Le temps des actes de procédure	295
§ 1 La computation des délais	296
§ 2 La modification éventuelle de la durée des délais	296
A. Les modifications légales	296
B. Les modifications des délais par intervention judiciaire	297
§ 3 Les sanctions de l'inobservation des délais	297
Compléments pédagogiques	298
chapitre 10	
Les principes relatifs aux rôles respectifs des parties et du juge dans le procès	313

section **1**

La direction de l'instance : le principe d'initiative 316

§ 1 L'impulsion, droit des parties 316

A. La maîtrise des parties sur l'existence de l'instance 316

1. Naissance de l'instance 316

2. Mort de l'instance 317

3. Suspension de l'instance 317

B. L'emprise des parties sur le déroulement de l'instance 317

§ 2 La régulation, office du juge 317

A. Le devoir de veiller au bon déroulement de l'instance 318

B. Les pouvoirs du juge 318

1. Les pouvoirs du juge 318

2. La contrainte par l'astreinte 319

section **2**

La maîtrise de la matière litigieuse *stricto sensu* : le principe dispositif 319

§ 1 La maîtrise de l'objet du litige par les parties 319

A. La définition de l'objet du litige par les parties 319

1. La maîtrise absolue de la définition de l'objet du litige par les parties 319

2. L'immutabilité relative de l'objet du litige défini par les parties 320

a. L'immutabilité du litige, un principe traditionnel 320

b. L'immutabilité du litige, un principe largement obsolète 320

1. La possibilité de modifier l'objet du litige par des demandes incidentes (C. pr. civ., art. 4, *in fine*) 320

2. Les demandes nouvelles en appel 321

B. L'indisponibilité, pour le juge, de l'objet défini par les parties 321

1. Principe de l'indisponibilité 321

a. Définition 321

b. Fondements 321

2. Limites de l'indisponibilité 322

a. L'obligation de rechercher le véritable objet du litige 322

b. Une conception jurisprudentielle extensive de la notion d'objet 322

c. La jurisprudence de la Cour de cassation sur l'excès de pouvoir 322

§ 2 L'emprise des parties sur les faits du litige 323

A. La délimitation des faits dans le débat, pouvoir des parties	323
1. Les devoirs des parties au regard des faits	323
a. L'allégation des faits	323
b. La preuve des faits allégués	323
2. Le pouvoir de détermination des faits dans le débat	324
a. Le juge, tenu par les faits dans le débat déterminés par les parties	324
b. L'extension par les parties des faits dans le débat, à l'instigation du juge	324
B. Les pouvoirs du juge à l'intérieur des faits délimités par les parties	324
1. La liberté dans la prise en considération des faits	325
2. Les pouvoirs dans la preuve des faits	325
a. Le pouvoir du juge d'ordonner d'office les mesures d'instruction légalement admissibles	325
b. Le pouvoir d'émettre des injonctions en matière de preuve	326

section **3**

Le contrôle du droit applicable au litige : entre principe de juridiction et principe dispositif 326

§ 1 La permanence de la conception traditionnelle : <i>donne-moi les faits, je te donnerai le droit</i>	326
A. L'obligation pour le juge de statuer en droit (C. pr. civ., art. 12, al. 1 ^{er})	326
B. La portée de l'obligation de statuer en droit	328
1. Selon la lettre du Code de procédure civile	328
a. L'obligation de qualification ou de requalification (C. pr. civ., art. 12, al. 2)	328
b. Le pouvoir de relever d'office des moyens de droit	329
2. Selon la jurisprudence	330
§ 2 La concurrence d'une conception renouvelée	331
A. Les aménagements prévus par les rédacteurs du Code de procédure civile	331
1. Le juge, lié par les parties	331
a. Le juge, lié négativement par les parties	332
b. Le juge, lié positivement par les parties	333
1. Définition	333
2. Conditions d'application	333
2. Le juge, libéré du droit par les parties	334
a. Principe de l'amiable composition judiciaire	334
b. Mise en œuvre	334

B. Les infléchissements ultérieurs : <i>donne-moi le droit...</i>	335
1. À l'initiative du pouvoir réglementaire	335
a. Une obligation générale pour l'assignation en justice	335
b. Une obligation spéciale devant le TGI et la cour d'appel pour les conclusions	335
2. À l'initiative de la jurisprudence	336
Compléments pédagogiques	338
 c h a p i t r e 11	
 Le principe de la contradiction	351
s e c t i o n 1	
 Le principe de la contradiction, un principe fondamental	353
§ 1 Le principe de la contradiction, aspect des droits de la défense	353
A. La définition des droits de la défense	354
B. La consécration des droits de la défense	354
§ 2 La reconnaissance autonome du principe de la contradiction	355
A. La consécration du principe	355
1. Consécration par le Conseil d'État	355
2. Consécration par le Conseil constitutionnel	355
3. Consécration par la Cour européenne des droits de l'homme	355
B. Les raisons de la consécration	356
s e c t i o n 2	
 Le droit d'être appelé ou entendu à l'instance	356
§ 1 Le principe	357
A. Le droit d'être appelé ou entendu	357
B. Les traductions procédurales du droit d'être appelé ou entendu	357
§ 2 Les aménagements du principe	357
A. L'hypothèse d'une partie non appelée	357
1. La prévision légale ou la nécessité de ne pas respecter le contradictoire	358
2. Le contradictoire différé	358

B. L'hypothèse d'un défaut de comparution (partie appelée mais non entendue)	358
1. L'esprit de la loi	358
2. Les cas prévus par la loi	359
1. Cas d'une partie non entendue bien qu'elle ait su qu'elle était appelée : le jugement réputé contradictoire	359
2. Cas d'une partie non entendue parce qu'elle n'a pas su qu'elle était appelée : des solutions différenciées (jugement réputé contradictoire ou jugement par défaut)	359

section 3

Le devoir de communiquer et de soumettre au débat	360
§ 1 Un devoir réciproque entre les parties	361
A. Un devoir de communication réciproque	361
1. La portée du devoir de communication réciproque	361
2. La sanction judiciaire du devoir de communication réciproque	361
a. Une sanction générale : l'éviction des éléments non soumis à la contradiction	361
b. Les pouvoirs du juge face au défaut des parties, faute d'accomplir les actes de la procédure	362
B. Les limites du devoir de communication réciproque	363
1. La preuve du respect de la contradiction	363
2. La portée du devoir de communication réciproque	363
§ 2 Un devoir pour le ministère public	364
A. Devant les juridictions du fond	364
B. Devant la Cour de cassation	364
§ 3 Un devoir pour le juge	366
A. Le principe de la soumission du juge à la contradiction des parties	366
1. Un devoir « en toutes circonstances »	366
2. Le cas particulier du relevé d'office d'un moyen de droit	366
B. Les limites résiduelles au principe de soumission du juge à la contradiction	367
1. Les moyens de droit relevés d'office échappant à la contradiction	367
a. Le moyen relevé d'office en l'absence de fondement juridique invoqué par les parties	367
b. Le moyen pris de ce que les conditions d'application de la règle de droit invoquée par les parties ne sont pas remplies (1 ^{re} catégorie de « moyen dans la cause »)	367

c. Le moyen pris d'une requalification des prétentions des parties (2 ^{de} catégorie de « moyen dans la cause »)	368
d. Le moyen d'ordre public tiré d'une violation des droits de la défense par l'une des parties	368
2. Les moyens de fait relevés d'office échappant à la contradiction	368
Compléments pédagogiques	370
chapitre 12	
La procédure type de l'instance (contentieuse, définitive et contradictoire)	377
section 1	
L'introduction de l'instance	381
§ 1 La demande initiale	381
A. Les obligations pesant sur le demandeur	381
1. Les principales formes	381
2. Les mentions requises	382
B. Une obligation d'information pesant sur le défendeur	384
§ 2 La saisine de la juridiction	384
A. L'enrôlement de l'affaire	384
B. Le répertoire général et le registre d'audience	385
C. La constitution d'un dossier de l'affaire	385
section 2	
Les débats	386
§ 1 Le déroulement des débats	386
A. La date des débats	387
B. Les conditions du dialogue	387
C. L'intervention du ministère public dans les débats	388
§ 2 Les principes gouvernant les débats	389
A. La langue des débats	389
B. La publicité des débats	389

C. L'oralité des débats	389
§ 3 L'issue du débat	390
A. La clôture des débats	390
B. Les hypothèses de réouverture des débats	390
C. Les conséquences de la réouverture des débats	391
section 3	
L'éventuelle résolution amiable du litige	392
§ 1 La conciliation	392
A. La conciliation judiciaire <i>stricto sensu</i>	392
B. La conciliation judiciaire déléguée	393
§ 2 La médiation	393
Compléments pédagogiques	395
chapitre 13	
La procédure devant le tribunal de grande instance	403
section 1	
L'introduction de l'instance	408
§ 1 La demande	408
§ 2 La constitution d'avocat	408
§ 3 La saisine du tribunal	408
section 2	
Le déroulement de l'instruction	409
§ 1 Le déroulement général de l'instruction	409
A. L'échange des conclusions écrites	409
1. Une instruction écrite	409
2. Une instruction électronique	410
B. Le traitement différencié des affaires	411
1. L'audience d'appel des causes	411

2. Les différentes formes traditionnelles de mise en état de l'affaire	412
a. Le renvoi à l'audience de jugement	412
b. Le renvoi à une (ou plusieurs) autre(s) audience(s) d'appel des causes	412
c. La mise en état <i>stricto sensu</i>	412
§ 2 Les spécificités de la mise en état traditionnelle	412
A. Un office de régulation de l'instance : juge de la mise en état et principe d'initiative	413
1. Une mission générale de contrôle de la bonne marche du procès	413
a. L'émergence historique d'une instruction judiciaire civile	413
b. Les pouvoirs et devoirs du JME dans l'instance	413
2. Une mission spéciale de gardien du temps de l'instruction	414
a. Une mission développée par le Code de procédure civile	414
1. Le pouvoir d'impartir des délais	414
2. La sanction des délais impartis	415
b. Une mission consacrée par la Cour EDH	415
B. Un office de mise en état intellectuelle : juge de la mise en état et principe dispositif	416
C. Un office de préparation de la résolution définitive du litige : juge de la mise en état et principe de juridiction	417
1. L'office «juridictionnel» <i>stricto sensu</i>	417
a. La juridiction provisoire du JME	417
b. La juridiction définitive du JME	417
1. Le pouvoir d'apurer l'affaire de ses incidents	418
2. L'autorité des décisions portant sur des incidents	419
2. Un office de conciliation	419
D. La dématérialisation de la mise en état	419
§ 3 L'émergence d'une mise en état extrajudiciaire	420
s e c t i o n 3	
La clôture de l'instruction	421
§ 1 Le sort des pièces et conclusions tardives <i>stricto sensu</i> (postérieures à l'ordonnance de clôture)	422
A. L'interdiction des conclusions ou pièces nouvelles tardives	422
1. La tardiveté (<i>stricto sensu</i>) des pièces ou conclusions	422
2. La sanction de la tardiveté : l'irrecevabilité	422
B. Les tempéraments au principe d'interdiction	423

1. Les exceptions à la règle de l'irrecevabilité des pièces et conclusions tardives	423
2. Le pouvoir de révoquer l'ordonnance de clôture	423
a. La mise en œuvre de la révocation	424
b. L'exigence d'une cause grave	424
§ 2 Le sort des conclusions et pièces tardives <i>lato sensu</i> (antérieures à l'ordonnance de clôture)	425
A. L'analogie avec le sort des conclusions et pièces tardives <i>stricto sensu</i>	425
1. L'extension du grief de tardiveté aux conclusions et pièces « de dernière heure »	425
2. L'extension par analogie du régime applicable	426
a. Le pouvoir du juge de déclarer les pièces ou conclusions irrecevables	426
b. La faculté d'ordonner le report ou la révocation de l'ordonnance de clôture	426
B. Les limites de l'analogie : la spécificité du régime des conclusions tardives <i>lato sensu</i>	427
section 4	
L'audience des débats	427
§ 1 Le principe de l'oralité des débats	427
A. Le rapport de l'affaire à l'audience par un juge rapporteur	427
B. L'audience des plaidoiries	428
§ 2 Les atteintes au principe de l'oralité	428
A. L'oralité dépréciée : l'écoute des plaidoiries par un seul juge	428
B. L'oralité écartée : la renonciation aux débats oraux	429
Compléments pédagogiques	430
chapitre 14	
Les procédures devant les juridictions d'exception	439
section 1	
Les dispositions communes à toutes les procédures orales	441
§ 1 Les caractères traditionnels des procédures orales	441

§ 2 Le paysage renouvelé des procédures orales	442
A. Un équilibre subtil entre l'écrit et l'oral	443
B. L'organisation d'une véritable mise en état au sein de la procédure orale	445
section 2	
Les procédures suivies devant le tribunal d'instance	446
§ 1 Les dispositions communes : assistance et représentation des parties	446
§ 2 La procédure ordinaire	447
A. La demande aux (seules) fins de tentative préalable de conciliation	447
1. Modes de présentation de la demande	447
2. La procédure de conciliation	447
3. La demande aux fins de jugement en cas d'échec de la conciliation	448
B. La procédure aux fins de jugement	449
1. La saisine par « assignation à toutes fins »	449
2. La saisine par requête conjointe ou présentation volontaire des parties	449
3. La saisine par déclaration au greffe	449
4. La conciliation	450
5. Les débats	450
§ 3 La procédure d'injonction de payer	451
§ 4 La procédure d'injonction de faire	453
Compléments pédagogiques	455
chapitre 15	
La preuve	467
section 1	
Les incidents relatifs aux pièces et documents	471
§ 1 Production volontaire et communication des pièces	471
§ 2 Production forcée des pièces	472
A. La production forcée des pièces détenues par une partie	472
B. L'obtention des pièces détenues par un tiers	472
§ 3 Les contestations en matière de preuve littérale	473

A. Contestations relatives aux actes sous seing privé	473
1. Procédure de vérification d'écriture	473
a. Vérification d'écriture à titre incident	474
b. Vérification d'écriture à titre principal	474
2. Procédure de faux à titre incident ou principal	474
B. Contestations relatives aux actes authentiques	475
1. L'inscription de faux incidente	475
2. L'inscription de faux principale	476

section **2**

Les mesures d'instruction 476

§ 1 Dispositions générales	477
A. Décisions ordonnant une mesure d'instruction	477
1. Modalités selon lesquelles la mesure est ordonnée	477
2. Les mesures d'instruction in futurum (C. pr. civ., art. 145)	478
a. Conditions requises	478
b. Procédure	479
B. Exécution et contrôle des mesures d'instruction	480
1. Juge compétent	480
2. Place des parties, de leur représentant et des tiers	480
3. Déroulement de l'exécution de la mesure	481
4. Sanction des irrégularités	481
§ 2 Catégories de mesures d'instruction	481
A. Vérifications personnelles du juge	482
B. Comparution personnelle des parties	482
1. Conditions	482
2. Procédure	482
3. Conséquences du refus de répondre ou de l'absence d'une partie	483
C. Déclarations des tiers : la preuve testimoniale	483
1. Les attestations	483
2. L'enquête	483
a. Ouverture de l'enquête	484
b. Conditions relatives aux témoins	484
c. Audition et procès-verbal d'enquête	484
D. Mesures d'instruction exécutées par un technicien	485
1. Règles communes (C. pr. civ., art. 232 à 248)	485

2. Règles spécifiques	486
a. Constatations (C. pr. civ., art. 249 à 255)	486
b. Consultation (C. pr. civ., art. 256 à 262)	487
c. Expertise (C. pr. civ., art. 263 à 284)	487
E. Serment judiciaire	488
Compléments pédagogiques	489
 c h a p i t r e 16	
Les incidents de la procédure	497
s e c t i o n 1	
Les exceptions de procédure	501
§ 1 Les exceptions dilatoires obligatoires pour le juge	501
§ 2 Les exceptions dilatoires facultatives pour le juge	502
A. Exception tendant à suspendre l'instance en cas d'exercice des voies de recours extraordinaires	502
B. L'appel en garantie pour mise en cause d'un garant	502
s e c t i o n 2	
Les demandes incidentes	503
§ 1 Les demandes additionnelles	503
§ 2 Les demandes reconventionnelles	504
§ 3 L'intervention	505
A. Les dispositions communes	505
B. L'intervention volontaire	506
C. L'intervention forcée ou mise en cause	507
1. Dispositions communes à toutes les mises en cause	507
2. Dispositions particulières à l'appel en garantie	508
s e c t i o n 3	
Les incidents relatifs au personnel judiciaire	509
§ 1 Les incidents relatifs aux magistrats	509

A. La récusation	509
1. La récusation provoquée	509
2. L'abstention spontanée	511
B. Le renvoi à une autre juridiction	511
§ 2 Les incidents relatifs aux avocats et officiers ministériels	512
section 4	
La jonction et la disjonction d'instance	512
section 5	
Les incidents relatifs à l'interruption de l'instance	513
section 6	
Les incidents relatifs à la suspension de l'instance	514
§ 1 Le sursis à statuer	515
§ 2 La radiation-sanction	515
§ 3 Le retrait de rôle (ancienne radiation conventionnelle)	516
section 7	
Les incidents relatifs à l'extinction de l'instance	516
§ 1 Le désistement	517
A. Le désistement d'instance	517
B. Le désistement d'un acte de procédure	518
C. Le désistement d'action	518
§ 2 La péremption d'instance	519
§ 3 La caducité de la citation	520
§ 4 L'acquiescement	521
Compléments pédagogiques	523
chapitre 17	
Le jugement	535

A. Le point de départ du délai de recours	582
B. Les effets de la notification : à l'égard de qui la notification fait-elle courir le délai de recours ?	583
C. Cas d'interruption du délai de recours	584
D. Suspension de l'exécution de la décision pendant le délai de recours ?	584
E. Sanction de la méconnaissance du délai de recours et dérogations à la sanction	584
§ 2 L'exercice des voies de recours	585

Compléments pédagogiques 587

ch a p i t r e **19**

Les voies de recours ordinaires 595

s e c t i o n 1

L'appel 597

§ 1 Caractères généraux de l'appel 597

§ 2 Conditions de l'appel 599

A. Le droit d'appel 599

1. Décisions susceptibles d'appel 599

a. Le principe 599

b. La condition posée par l'article 526 du Code de procédure civile 599

c. Les exceptions au principe 600

2. Parties en appel 601

a. Les parties au jugement de première instance 601

1. Appel principal 601

2. Appel incident et appel provoqué 602

3. Appel en matière solidaire et indivisible 604

b. L'intervention en appel 604

1. Intervention volontaire 604

2. Intervention forcée 604

3. Le moment et le délai de l'appel 605

a. Le délai 605

b. Le moment 605

B. Les formes de l'appel	607
1. Formes de l'appel principal	607
a. En matière contentieuse	607
b. En matière gracieuse	610
2. Formes de l'appel incident, de l'appel provoqué et de l'intervention	610
§ 3 Effets de l'appel	610
A. Effet suspensif d'exécution	610
B. Effet dévolutif	611
1. Principe	611
2. Limites	611
a. Le contenu de l'acte d'appel: « <i>tantum devolutum quantum appellatum</i> »	611
b. L'interdiction des prétentions nouvelles en appel	612
1. Principe	613
2. Exceptions	614
3. Extension: l'évocation	614
section 2	
L'opposition	615
§ 1 Conditions de recevabilité	615
A. Jugements susceptibles d'opposition	615
B. Personnes pouvant former opposition	616
C. Délai pour former opposition	616
D. Formes de l'opposition	616
§ 2 Effets de l'opposition	616
A. Effet suspensif d'exécution	617
B. Effet dévolutif	617
Compléments pédagogiques	619
chapitre 20	
Les voies de recours extraordinaires	631

section 1

La tierce opposition 633

§ 1 Conditions de la tierce opposition 634

A. Personnes habilitées à former une tierce opposition 634

B. Décisions susceptibles de tierce opposition 635

§ 2 Procédure 635

§ 3 Effets de la tierce opposition 636

section 2

Le recours en révision 637

§ 1 Objet du recours en révision 637

§ 2 Régime du recours en révision 638

section 3

Le pourvoi en cassation 640

§ 1 Conditions du pourvoi en cassation 642

A. Décisions susceptibles de pourvoi en cassation 642

B. Personnes habilitées à former un pourvoi en cassation 643

1. Le pourvoi émanant d'un des plaideurs 643

2. Le pourvoi formé par le procureur général près la Cour de cassation 643

a. Le pourvoi dans l'intérêt de la loi (art. 17 et C. pr. civ., art. 639-1 s.) 643

b. Le pourvoi pour excès de pouvoir (art. 18 ; C. pr. civ., art. 639-3) 644

C. Délai pour se pourvoir 644

D. Cas d'ouverture à cassation 645

1. La violation de la loi 645

2. L'excès de pouvoir 645

3. L'incompétence 645

4. L'inobservation des formes 646

5. Les vices de motivation 646

6. La contrariété de jugements 647

7. La perte de fondement juridique 647

§ 2 Effets du pourvoi en cassation 647

A. Effets généraux	648
B. L'arrêt rendu par la Cour de cassation	649
section 4	
Le réexamen en matière civile	651
§ 1 Conditions du réexamen	651
§ 2 Procédure de réexamen	652
Compléments pédagogiques	654
chapitre 21	
Les recours devant la Cour européenne des droits de l'homme	671
section 1	
Conditions de recevabilité de la requête individuelle devant la Cour européenne des droits de l'homme	674
§ 1 Évolution historique	675
§ 2 Conditions de recevabilité depuis l'entrée en vigueur du Protocole n° 14 à la Convention	676
A. L'épuisement des recours internes	676
B. Préjudice important	677
§ 3 Autres apports du Protocole n° 14	679
A. Augmentation de la capacité de filtrage de la Cour	679
B. Extension des compétences des comités de trois juges pour traiter les affaires « répétitives »	679
C. Diverses autres modifications	680
§ 4 L'avenir : les Protocoles n° 15 et 16	681
section 2	
Déroulement de la procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme	682
§ 1 Organes de décision de la Cour européenne des droits de l'homme	682
§ 2 Règles de procédure	684

A. Les obligations des parties	684
B. Règles à respecter par la Cour	684
section 3	
Effets de la décision rendue par la Cour européenne des droits de l'homme	688
§ 1 Sanctions susceptibles d'être prononcées par la Cour européenne des droits de l'homme	689
§ 2 Absence d'effet direct des arrêts de la Cour européenne sur les décisions nationales antérieures	690
§ 3 Contrôle de l'exécution des arrêts de la Cour : le rôle du Comité des ministres	693
Compléments pédagogiques	695
chapitre 22	
Les frais de l'instance et l'aide juridique	709
section 1	
Les frais et les dépens	711
§ 1 Que comprennent les dépens ?	711
A. Les frais visés à l'article 695-1° du Code de procédure civile	711
B. Les frais visés à l'article 695-2° à 12° du Code de procédure civile	712
C. Les frais n'entrant pas dans les dépens	713
§ 2 Qui paie les dépens ?	714
§ 3 Les modalités du règlement des dépens	714
A. Le recouvrement direct	714
B. Les procédures de liquidation et de recouvrement des dépens	715
§ 4 Les demandes et contestations relatives aux frais, émoluments et débours des auxiliaires de justice et non compris dans les dépens	715
§ 5 Les contestations relatives à la rémunération des techniciens	715
§ 6 Les contestations relatives aux frais, émoluments et débours des greffiers des tribunaux de commerce	716

section 2

L'aide juridique 716

§ 1 L'aide juridictionnelle 717

A. Champ d'application 717

B. Conditions 718

C. Procédure 719

D. Effets 720

§ 2 L'aide à l'accès au droit 721

Compléments pédagogiques 722

chapitre 23

Les aspects de droit de l'Union européenne 739

section 1

L'accès à la justice 743

§ 1 L'accès à une justice alternative : la médiation 743

§ 2 L'aide judiciaire 744

section 2

La compétence juridictionnelle 746

§ 1 En matière civile et commerciale : règlement Bruxelles I bis du 12 décembre 2012 746

A. Champ d'application 746

B. Règles de compétence édictées par le règlement 747

1. Principe : compétence des tribunaux de l'État du domicile du défendeur (Règl., art. 4) 747

2. Les compétences spéciales de l'article 7 748

a. La matière contractuelle 748

b. La matière délictuelle et quasi délictuelle 749

c. Indemnisation de la victime d'une infraction pénale 749

d. Action en restitution d'un bien culturel 749

e. En matière d'exploitation d'une succursale 749

f. Compétence en matière de trust et en matière maritime	749
3. Les règles de compétence exclusive (Règl., art. 24)	749
a. En matière immobilière	749
b. En matière de sociétés ou autres personnes morales	750
c. En matière d'inscription sur les registres	750
d. En matière de brevets, marques, dessins et modèles	750
e. En matière d'exécution des décisions	750
4. Les compétences dérivées de l'article 8	750
5. Des compétences spécifiques pour protéger la partie réputée faible	751
6. Compétence en matière de mesures provisoires et conservatoires	751
7. Les clauses de prorogation de compétence (Règl., article 25)	751
C. Contrôle du respect des règles de compétence	752
§ 2 En matière de désunion et de responsabilité parentale : règlement Bruxelles II bis du 27 novembre 2003	752
section 3	
La notification des actes judiciaires et extrajudiciaires	753
section 4	
La coopération entre juridictions des États membres en matière de preuve	755
section 5	
Reconnaissance et exécution des jugements dans l'Union européenne	756
§ 1 Les règles de droit commun	757
A. Le règlement Bruxelles II bis du 27 novembre 2003	757
B. Le règlement Bruxelles I bis du 12 décembre 2012	758
§ 2 Le titre exécutoire européen	761
section 6	
Les procédures européennes spécifiques	763
§ 1 L'injonction de payer européenne	763
§ 2 La procédure européenne de règlement des petits litiges	765
Compléments pédagogiques	768

sujets terminaux ☐ ☐ ☐ **777**

Bibliographie générale **815**

Index alphabétique **817**

Table des Quiz **865**